

Pasteur, un métier en voie de disparition

THÉOLOGIE Alors que la génération des babyboomers s'apprête à partir à la retraite, la relève pastorale manque à l'appel, tandis que de nouvelles professions d'Eglise séduisent de plus en plus une jeunesse dont la relation au travail a beaucoup changé

ANNE-SYLVIE SPRENGER (PROTESTINFO)

A l'heure de la rentrée universitaire, le regard des Eglises réformées romandes se tourne vers les filières de théologie de Lausanne et de Genève. Leur préoccupation? Savoir si leurs rangs suffiront à pallier la pénurie annoncée de pasteurs, à la suite du départ à la retraite des babyboomers. Pour l'année académique 2024-2025, le nombre des nouveaux étudiants inscrits en théologie s'élève à huit, répartis équitablement entre Lausanne et Genève. Un effectif auquel s'ajoutent 20 nouveaux inscrits dans l'offre à distance.

Du côté des diplômés, l'année précédente aura validé six masters (cinq à Genève, un seul à Lausanne) – titre nécessaire pour s'engager dans la formation pastorale à proprement parler. «La situation est prise très au sérieux par les Eglises», formule Jean-Baptiste Lipp, président de la Conférence des Eglises réformées romandes (CER). Ce d'autant plus, ajoute-t-il, qu'un «nombre significatif d'étudiants en théologie renoncent, en cours de route, à un projet pastoral».

Du côté des Eglises cantonales, le manque de relève se fait déjà ressentir. «Notre Eglise doit clairement s'adapter pour faire face à cette pénurie de pasteurs, que nous observons depuis un certain temps déjà», indique Laurence Bohnenblust-Pidoux, conseillère synodale de l'Eglise évangélique réformée vaudoise

(EERV). «Il s'agit d'en prendre acte et de trouver des solutions aux besoins du terrain.» «Nous constatons qu'il est de plus en plus difficile de trouver des candidats pour compenser les départs», témoigne également Stephan Kronbichler, président de l'Eglise réformée évangélique du Valais (EREV). Et d'étayer: «Pour un poste à repourvoir début 2026, nous n'avons à ce jour pas reçu une seule candidature, trois mois après la publication de l'offre d'emploi.»

Syndrome du médecin de famille

Le constat est le même du côté de l'Eglise réformée évangélique du canton de Neuchâtel (EREN), comme en atteste son président, Yves Bourquin: «Les paroisses n'ont souvent plus le choix entre plusieurs candidats et s'estiment heureuses lorsqu'une candidature convenable arrive.» Ce dernier pointe également «une certaine concurrence entre les Eglises cantonales, qui toutes sont dans la même situation». Qualifiant son Eglise de «non concurrentielle en matière de salaires des pasteurs face aux Eglises liées financièrement à l'Etat», il remarque que «les pasteurs de l'EREN font parfois le choix de prendre un poste dans une Eglise voisine».

Bénéficiant par le passé d'un statut hautement valorisé, le métier de pasteur semble ne plus faire rêver les jeunes générations. «Le monde profession-

nel a beaucoup évolué: on ne pratique souvent plus le métier qu'on avait appris au sortir de l'école», pose Pierre-Philippe Blaser, président de l'Eglise évangélique réformée du canton de Fribourg (EERF). De fait, se former à 20 ans au pastorat peut faire peur à «des personnes souhaitant garder une certaine polyvalence pour l'avenir de leur carrière».

Jean-Baptiste Lipp «observe en outre, avec d'autres cadres, que les jeunes gens n'ont plus vraiment envie d'endosser cette charge du pasteur, qui est devenue pour beaucoup rédhibitoire». Il en veut d'ailleurs pour preuve que «de plus en plus de pasteurs préfèrent égale-

ment rejoindre des postes d'aumônier (dans les hôpitaux, les prisons, etc.) plutôt qu'être en paroisse». En cause également, selon Stephan Kronbichler, «la complexité du métier de pasteur et les conditions de travail». Et de tirer «un parallèle avec la pénurie des médecins de famille, qui doivent également

Remède miracle?

accepter un engagement professionnel qui impacte souvent leur vie privée et familiale». Or, souligne Pierre-Philippe Blaser, «la génération Z est très attentive à la qualité de vie, notamment à l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle».

«Nous n'avons à ce jour aucune candidature, trois mois après la publication d'une offre d'emploi pour un poste à repourvoir début 2026»

STEPHAN KRONBICHLER, PRÉSIDENT DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE ÉVANGÉLIQUE DU VALAIS

ment rejoindre des candidatures spontanées dans les cantons de Vaud et Genève. «Les chargés de ministères font une entrée en force depuis quelques années en apportant des compétences et une expertise propres à certains domaines, comme par exemple sur les questions LGBTQ+ ou la jeunesse», atteste

Chantal Eberlé, présidente de l'Eglise protestante de Genève (EPG). Et de commenter: «Nous sommes étonnés de voir l'intérêt que continuent à susciter les métiers d'Eglise, contrairement à toutes les prévisions.» La Vaudoise Laurence Bohnenblust-Pidoux évoque également l'intérêt de ces nouvelles «compétences métiers» pour les Eglises, «les animateurs d'Eglises venant pour beaucoup de professions sociales, de la santé et de l'enseignement».

«En général, ils s'engagent dans un poste d'aumônerie, plus rarement dans un poste paroissial», précise encore Claudia Bezençon, référente métier au sein de l'EERV. «L'intérêt exprimé est souvent celui de s'engager professionnellement pour l'Eglise, sans devoir entrer dans un ministère consacré, qui parfois peut impressionner.»

Devoir d'exigence

Du côté de l'Union synodale Berne-Jura-Soleure (Bejus), la présidente Judith Pörksen Roder confie que ses Eglises «envisagent également la possibilité de créer une nouvelle profession», tout en insistant sur le fait qu'il «faut en même temps tout faire pour que les longues études de théologie et le ministère pastoral ne perdent pas de leur attrait et conservent leur fonction importante dans l'Eglise grâce à une formation de qualité». Un souci que partage également Pierre-Philippe

Blaser, qui plaide «pour que ces nouveaux profils de poste ne soient pas intégrés dans une simple logique d'interchangeabilité».

Plus accessibles, ces métiers d'Eglise ne risquent-ils pas de détourner des vocations de personnes qui se seraient autrement lancées dans le pastorat? «C'est effectivement une préoccupation majeure», estime Stephan Kronbichler. «Nous sommes soucieux de ne pas dévaloriser la formation des pasteurs et des diacres, qui est longue et exigeante. A l'EREV, nous veillons donc à ne pas ouvrir une voie au rabais, mais cherchons plutôt à offrir l'opportunité de travailler pour l'Eglise à des personnes pour qui ce chemin est d'emblée exclu.»

A l'instar de leur «unique poste de visiteuse de personnes âgées dans les homes et à domicile». Le président fribourgeois Pierre-Philippe Blaser dit regretter «que dans ce contexte, les professions d'Eglise se replient un peu sur des spécialisations, qui les rendent moins polyvalentes et socialement moins lisibles». Et de confier d'ailleurs avoir été «déçu que cette discussion de fond entre Eglises ait été plombée au motif que les pasteurs ou les diacres ne voulaient pas lâcher leurs privilèges, alors qu'il s'agissait de penser une articulation inventive entre l'ancien statut et les nouveaux». ■

«Le silence est devenu un bien précieux, qui est inégalement réparti»

NUISANCES SONORES Trop de bruits en continu, de moins en moins de sas de calme et une injonction permanente à la performance et à l'épanouissement de soi: voilà le cocktail qui nous rend de plus en plus intolérants au bruit, selon Luca Pattaroni, sociologue à l'EPFL

PROPOS RECUEILLIS PAR CAMILLE KRAFFT
✉ @CamilleKra



«Il y a aujourd'hui une sensibilité au bruit qui est probablement liée au stress et à la performance»

A Lausanne, un postulat écologiste veut instaurer des «zones de silence» dans les grands parcs publics et au bord du lac. Et à Neuchâtel, un collectif entend sensibiliser les autorités aux nuisances sonores, qu'elles soient dues au trafic, aux établissements publics ou aux terrains de foot. Le bruit augmente-t-il? Ou est-ce notre intolérance qui croît? *Le Temps* fait le point avec Luca Pattaroni, professeur de sociologie urbaine à l'EPFL, selon qui la problématique n'est pas assez prise en compte par les pouvoirs publics.

Luca Pattaroni, les chiffres officiels font état de 500 décès prématurés par année et de 2,8 milliards de francs de coûts de la santé dus au bruit en Suisse. En quoi est-ce que les nuisances sonores font tant souffrir? Cette problématique du bruit et sa contrepartie, le silence, deviennent une vraie question de société. Une série d'études montrent que les gens souffrent du bruit de différentes manières. Des bruits de fond ou des bruits discontinus durant le sommeil, liés à la proximité des grandes artères, peuvent engendrer des soucis de santé qui se révèlent sur le moyen, voire sur le long terme. A côté de cette souffrance physique, il peut y avoir une souffrance psychique chez des personnes pour lesquelles certains bruits deviennent insupportables.

Sommes-nous devenus plus intolérants ou est-ce qu'il y a davantage de bruit qu'avant? Les recherches effectuées sur une longue période historique arrivent à la

à tout un chacun la possibilité de se replier et de bénéficier de silence. Par ailleurs, il y a aujourd'hui une sensibilité au bruit qui est probablement liée au stress et à la performance.

C'est-à-dire? Des ambiances sonores, comme les préaux d'école, sont devenues problématiques pour certaines personnes. Les gens qui doivent se reposer ou travailler à la maison perçoivent d'un coup les rires des enfants comme quelque chose qui les embête. Le son rassurant ou sympathique de la terrasse de café, quand on a un entretien important le lendemain, peut devenir intolérable. Ce besoin de calme peut se faire sentir non seulement dans son logement, mais aussi dans d'autres lieux comme les trains. Ils sont devenus des endroits où il faut travailler – on retrouve donc ce lien à la performance – ou des formes d'extension de son chez-soi, d'où la création de «wagons silence».

Que dire des lieux de détente publics, comme les parcs? Le parc est un peu à la croisée de ces différentes questions, et aussi de ces ambiguïtés. On pourrait se dire que dans un lieu où il y a moins de stress ou d'appels à la performance, il y aura moins de situations où le bruit nous dérange. Mais même dans un parc, les gens font valoir leur droit au silence. Dans des villes qui sont saturées, où l'on a peut-être du bruit chez soi, on va chercher des lieux où se reposer. Tout le monde n'a pas les moyens d'aller faire une retraite dans un monastère ou de se rendre dans un chalet à la montagne. Le parc est donc à la fois un lieu où les enfants peuvent crier, jouer, où certaines personnes vont faire ou mettre de la musique, et un endroit où d'autres viennent chercher du repos.

Est-ce que cette recherche de lieux de silence n'est pas aussi liée à une quête plus individualiste d'épanouissement person-

nel? Effectivement. Et il y a une dimension culturelle là derrière. En Suisse, le sauna par exemple est entré dans les mœurs comme un lieu de méditation et de contemplation alors que dans les pays du Nord, c'est un endroit où l'on discute, parfois autour d'une bouteille.

Il s'agit aussi de notre rapport au collectif: que sommes-nous d'accord de tolérer ou non? Et aussi: sommes-nous disposés à baisser le volume pour ne pas déranger les autres? Exactement. Une des solutions est que la ville arbitre, par exemple en créant des zones à bruits différenciés. En même temps, la séparation stricte est souvent le signe de l'abandon d'un projet de coexistence. C'est une question délicate politiquement.

«On touche ici à des questions de société fondamentales qui ont peut-être été traitées de manière trop sectorielle»

Ce qui est frappant, c'est que cette problématique est non partisane: elle fait réagir aussi bien Les Vert-e-s que l'UDC, qui ne veut pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants... Effectivement, le bruit fait partie d'un ensemble de problématiques qui rouvrent le jeu politique.

Il amène aussi des questionnements par rapport à l'évolution démographique... Même s'il y a des situations inégalement distribuées de saturation, les enjeux socioécologiques de la densité ne sont absolument pas liés à mon avis à un trop-

plein de population mais aux moyens que l'on se donne pour en prendre soin. Probablement que même avec moins de monde, les questions du stress et de l'intolérance au bruit persisteraient. Cela demande donc un travail politique pour recomposer des formes de mise en commun. Dans les coopératives de logements, par exemple, les habitants explorent des systèmes de mutualisation, des dispositifs de gestion des conflits, etc. Et sur certaines terrasses d'établissements publics, on voit des «chuchoteurs» qui incitent les clients à baisser le volume.

Mais les politiques publiques autour de cette question ne sont pas suffisantes, apparemment? Contrairement à la France, la Suisse n'a pas mis cette question à son agenda au niveau national. Or, il faudrait une vraie politique du bruit, qui soit une politique des rythmes, des voisinages, de la tolérance. On touche ici à des questions de société fondamentales qui ont peut-être été travaillées de manière trop sectorielle, avec l'espoir que l'on disposerait de solutions techniques. Dans un récent éditorial, la revue *Tracés* prend pour exemple la ville de Copenhague avec son réseau de pistes cyclables sécurisées. Le trafic ne joue-t-il pas un rôle fondamental dans l'intolérance des citoyens à tous les autres bruits?

A Venise aussi, l'ambiance sonore est fascinante. Quand on rentre à Genève après un séjour dans l'une de ces villes, on est surpris par la présence sonore, olfactive et spatiale de la voiture. Il y aurait donc un double arrière-plan à la sensibilité aiguë et inédite aux sons des terrasses, des préaux d'école ou des parcs: trop de bruit continu en grande partie lié au trafic, et probablement trop de pression qui fait que nos moments de repos, comme nos moments de travail, deviennent ultra-précieux. ■